

Nourris mais mal nourris

INTRODUCTION

La faim cachée

Une contribution de
Patrick Veillard

Les causes de la malnutrition

Les deux principales causes immédiates sont l'inadéquation de la ration alimentaire (en termes de qualité et/ou de quantité) et la maladie. Elles se manifestent directement au niveau des individus.

Les causes indirectes dites sous-jacentes se manifestent au niveau des ménages ou de la communauté. Ces facteurs sont identifiés sous trois formes : l'insécurité alimentaire, les soins inadéquats et un mauvais accès aux services de santé. Ces trois facteurs interagissent entre eux.

Les causes structurelles ou fondamentales opèrent à des niveaux plus élevés (nationaux, régionaux et internationaux) tels que les inégalités d'accès à la terre, la volatilité des prix des produits agricoles, les conflits et les catastrophes naturelles, etc.

En cette année de clôture des Objectifs du millénaire, on pourrait croire la nutrition largement intégrée au sein des politiques alimentaires mondiales. Il n'en est rien. Malgré la recommandation de la FAO d'utiliser l'expression « *sécurité alimentaire et nutritionnelle* » (SAN), l'implémentation du concept sur le terrain est encore très peu vérifiée, et ce malgré les innombrables conséquences sociales, économiques et sanitaires de la malnutrition sur les populations.

Derrière la question de la malnutrition se cache le choix des modèles agroalimentaires, notamment entre quantité et qualité de la production agricole. Quelques chiffres sont souvent plus parlants que de longs discours. La thématique de la malnutrition ne déroge pas à la règle : « *842 millions de personnes chroniquement sous-alimentées dans le monde* », « *2 milliards souffrant de la faim cachée (c'est à dire une carence en micronutriments)* », « *45% des décès d'enfants dans le monde liés à la dénutrition* », « *500 millions d'adultes obèses en 2010* »¹. À l'évocation de tous ces chiffres, on pourrait presque parler de catastrophe sociale et sanitaire. Pourtant, d'après les institutions internationales de sécurité alimentaire, le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de 100 millions ces dix dernières années. Mais, dans un monde qui regorge de richesses, les chiffres en valeur absolue demeurent inacceptables². Quelles sont les politiques à adopter pour davantage lutter contre la malnutrition – et partant, améliorer la santé des populations – en particulier au niveau agricole ?

Nécessité d'approches multisectorielles et intégrées

La 2^e Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée par la FAO à Rome en novembre dernier, a permis de dégager quelques avancées importantes dans le domaine. Vingt ans après la 1^{re} conférence, la Déclaration de Rome sur la nutrition dépasse ainsi la logique « *insécurité alimentaire = manque de calories* », pour y intégrer les aspects de qualité nutritionnelle. La nécessité d'adopter des approches multisectorielles – l'inclusion des aspects nutritionnels dans les politiques de santé, agricoles, éducatives, humanitaires, etc. – y est par ailleurs fortement soulignée.

Selon Naziha El Moussaoui, ancienne collaboratrice de la Croix-Rouge belge et internationale, « *cette volonté d'intégrer de manière transversale et durable la nutrition dans les politiques de développement constitue indéniablement une avancée* ». De ce point de vue, la crise alimentaire de 2012 au Sahel a constitué d'après elle un véritable choc, à la fois au niveau local et au sein de la communauté internationale. « *Dans les précédentes crises, comme en 2005, on pouvait à chaque fois évoquer un seul facteur, par exemple une sécheresse. Rien de tel en 2012, qui a démontré que de nombreux facteurs, économiques, culturels, éducatifs, etc., entraînent tous en jeu. On a donc vu apparaître des initiatives plus*

¹ CCF. Octobre 2014. *Faire de la nutrition une thématique transversale dans les politiques de coopération au développement.*

² Caballero K. B. Décembre 2014. *La Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition : Analyse critique de la société civile.* Note d'analyse Fian Belgium.



Fast Food
dans la péninsule arabe.
© Xavier Cervera/ Panos.

intégrées, tels les programmes 3N au Niger³, ou Agir au niveau européen⁴». Malgré tout, l'experte avoue «qu'intégrer les opérations d'urgence à court terme dans les objectifs de développement reste très difficile». Les questions des «moyens financiers, des ressources humaines et de l'opérationnalisation des politiques restent très problématiques», de même que le «paradigme de l'augmentation de la production agricole et de la réduction des prix», qui d'après elle, «mettra beaucoup de temps à être dépassé».

Des politiques agricoles au service de la nutrition ?

Une récente étude des Nations unies sur l'amélioration de la nutrition par le biais de l'agriculture est de ce point de vue éclairante⁵. Les différentes études de cas (Brésil, Malawi, Mozambique, etc.) montrent que la plupart des politiques nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle intègrent des objectifs agricoles, mais qu'en général,

l'inverse n'est pas vrai. Les politiques agricoles se concentrent le plus souvent sur les aspects de production alimentaire, de culture de rente et de réduction de la pauvreté, et ne contiennent aucun objectif nutritionnel explicite. L'étude indique ainsi que «des efforts concertés doivent être déployés pour que la nutrition soit définie comme une priorité et une responsabilité du secteur agricole». Sont également pointés du doigt l'absence de coordination entre ministères, le statut d'«orphelin institutionnel» de la nutrition (c'est-à-dire l'absence de ministère spécifique), la faiblesse des compétences du personnel en nutrition, ainsi que le besoin de systèmes efficaces de suivi et d'évaluation (en particulier des métriques claires et précises pour guider les programmes).

De manière similaire, la coalition belge contre la faim (CCF) souligne dans sa dernière note politique⁶ «l'importance des modèles agricoles en matière de nutrition». En opposition au modèle agro-industriel dominant, la coalition d'ONG prône «le soutien à une agriculture familiale qui prenne en compte la sécurité d'accès des femmes et des hommes aux moyens de production (terre, outils, facteurs de production, crédits, moyens humains).

À l'évocation
des chiffres,
on peut
presque parler
de catastrophe
sociale et
sanitaire.

3 Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » : <http://www.initiative3n.ne/>.

4 European Commission. Humanitarian Aid and Civil Protection. 2015. Agir. Building resilience in the Sahel & West Africa. Echo factsheet.

5 UN standing Committee on Nutrition. Août 2013. La contribution à la nutrition des politiques alimentaires et agricoles. Résumés de huit études de cas nationales.

6 CCF. Octobre 2014. Op. cit.

Une agriculture locale, de petite taille et diversifiée peut, avec des soutiens suffisants, garantir un accès à une alimentation diversifiée et de qualité». La note relève par ailleurs l'importance de l'élevage pour améliorer la qualité nutritionnelle des aliments issus des productions agricoles locales. De même, Naziha El Moussaoui indique que « beaucoup de programmes de développement essaient de développer l'élevage, notamment le petit élevage du type volaille ou chèvres, car ces animaux constituent une source de nutriments importante et facilement assimilables (ex. protéines, fer) ». L'élevage familial assure par ailleurs une disponibilité constante de nourriture, tout en rendant l'accès aux autres aliments possible grâce à la vente des produits d'origine animale⁷.

Au-delà de l'agriculture, le genre, l'éducation et la santé

L'autre facteur essentiel pour la nutrition évoqué par la CCF dans sa note est l'approche genre: « Les femmes, au travers de leurs activités agricoles, de transformation des produits et celles liées à la reproduction, jouent un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la famille ». Naziha El Moussaoui confirme, pour qui « la corrélation entre genre et nutrition n'est plus à démontrer. En Afrique de l'Ouest, beaucoup d'enfants vont à l'école avec une simple boule de manioc pour la journée. Différents programmes aident les femmes à créer des activités génératrices de revenus (ex. potagers, vente de beignets), en les formant à la vente, la gestion, les techniques agricoles. La plupart du temps, elles utilisent l'argent généré pour donner à leurs enfants des rations alimentaires plus équilibrées ».

Néanmoins, générer des revenus ne suffit pas, la composante éducative étant également essentielle. « Aussi bien en Afrique qu'en Europe, il est très important d'expliquer ce qu'est la malnutrition, la différence avec la faim, les différents groupes d'aliments, etc. Avec la mondialisation et l'ouverture des marchés, les produits industriels sont souvent davantage utilisés, car plus facilement disponibles et demandant moins de temps de préparation. Or, ils sont souvent moins nutritifs. Je cite souvent l'exemple d'un village au Mali, où les habitants utilisaient dans leurs sauces les feuilles de moringa, un

Qu'est-ce que la malnutrition ?

La malnutrition est un terme générique désignant des états pathologiques variés, causés par des carences, excès ou déséquilibres dans la consommation d'aliments. Contrairement à la faim, la malnutrition ne dépend pas seulement de la satisfaction de l'appétit: un enfant qui mange suffisamment pour calmer sa faim immédiate peut néanmoins être malnutri.

La malnutrition se manifeste sous 3 formes différentes:

La dénutrition résulte d'une sous-alimentation (consommation de rations alimentaires insuffisantes), d'une sous-nutrition (de faibles valeurs nutritives) et/ou d'une mauvaise assimilation de la nourriture (incapacité intestinale à absorber les nutriments nécessaires). Il existe 2 types de dénutrition: (1) la dénutrition aigue, communément appelée malnutrition aigüe, se développe rapidement, en lien avec une situation de manque temporaire ou répétée; (2) la dénutrition chronique, communément appelée malnutrition chronique, se développe lentement, en lien avec une situation de pauvreté structurelle, mais aussi lorsque l'alimentation n'est pas équilibrée et diversifiée.

L'obésité ou surcharge pondérale résulte d'une suralimentation ou d'une surnutrition. Elle découle d'une consommation d'aliments en quantité excessive par rapports aux besoins réels de l'organisme.

Les carences alimentaires résultent d'une mauvaise alimentation et se manifestent par une carence en micronutriments (ex. vitamine A, fer). Cette carence peut se manifester auprès d'une personne dénutrie (carences multiples), en surcharge pondérale (carences multiples), ou un individu ayant un bon indice de masse corporelle (carence spécifique).

arbuste très riche en vitamines, minéraux et protéines. Aujourd'hui, ils les ont remplacés par des cubes Maggi, tandis que le Moringa est donné au bétail. »

Les pratiques et politiques de santé constituent également des facteurs clefs, tant les liens entre santé, hygiène et nutrition sont importants. « C'est un véritable cercle vicieux. Par exemple, un enfant n'ayant pas accès à l'eau potable va être susceptible de développer des diarrhées, qui vont l'affaiblir et diminuer son absorption de nutriments, ce qui va à son tour aggraver son état de santé. Même chose pour le paludisme. Ou à l'inverse, cela peut démarrer par la malnutrition, qui abaisse les défenses immunitaires. » De nouveau, tout cela souligne bien le caractère multisectoriel de la nutrition et l'importance de l'intégrer dans l'ensemble des politiques selon une approche basée sur les droits humains. « La malnutrition, ce n'est pas seulement ne pas manger à sa faim. C'est aussi ne pas accéder toute l'année à des aliments sains et nutritifs, à l'eau, à la santé, à l'éducation, etc. Et tout cela veut donc dire des politiques multisectorielles plus durables et préventives, en termes d'infrastructures, de santé, d'eau, d'agriculture, etc. ».

La coalition belge contre la faim (CCF) rappelle « l'importance des modèles agricoles en matière de nutrition ».

⁷ Veillard P. Décembre 2010. « Quel élevage au vingt et unième siècle? » *Défis Sud* n° 98.